

Matteo Renzi veut secouer le mammoth de la fonction publique

Le premier ministre italien s'attaque à l'appareil d'État pour améliorer l'efficacité des 3,4 millions de fonctionnaires.

RICHARD HEUZE rheuze@lefigaro.fr
CORRESPONDANT À ROME

IT/ALIE C'est la version italienne du mammoth que Claude Allègre voulait dégraisser. Avec témérité, Matteo Renzi s'attaque à la réforme de la fonction publique, un exercice sur lequel tous ses prédécesseurs se sont cassé les dents. Le Conseil des ministres a adopté mercredi soir les grandes lignes d'un plan qui devrait conférer à l'administration publique agilité, vélocité et humanité. Une consultation va s'ouvrir - il s'agit d'une procédure inédite - auprès de tous les fonctionnaires via une adresse mail (revoluzione@governo.it). Le 13 juin, après les élections européennes, un projet de loi et un décret-loi seront adoptés en Conseil des ministres. Ces mesures complètent la révision des dépenses publiques, en cours d'examen.

L'Italie compte 3,4 millions de fonctionnaires (58 pour mille habitants), moins que la France et la Grande-Bretagne. Leurs contrats sont bloqués depuis 2010. Matteo Renzi ne parle plus d'en supprimer 85 000, comme il avait été envisagé. Mais il veut rendre leur mobilité obligatoire. « Notre véritable problème, c'est l'efficacité de la fonction publique », dit-il.

Paperasserie indigeste

Mariana Nadia (34 ans), la jeune ministre de la Fonction publique et de la simplification des lois, présente à la conférence de presse après avoir accouché d'une petite Margherita le 8 avril, envisage de supprimer toute prolongation au-delà de l'âge légal de départ à la retraite pour recruter 10 000 à 15 000 jeunes.

Au chapitre des simplifications, toute une série de mesures draconiennes sont envisagées. Élimination des structures pléthoriques : un seul centre public de recherche (au lieu de vingt), une école de formation de l'administration (au lieu de cinq), 40 préfets (au lieu de 106), abolition des registres d'entreprise tenus par les chambres de commerce qui sont générateurs d'une paperasserie indigeste.

D'ici un an, Matteo Renzi promet de doter chaque Italien d'une clé Internet lui donnant un accès direct aux différentes administrations. Quant à la justice administrative, lente et procédurière, elle devra résorber l'énorme retard des procédures. Toute entreprise voulant désormais contester une adjudication publique devra payer les frais de justice si elle est déboutée. Ces recours sont une véritable plaie du système italien. Diego Della Valle, le patron du chausseur Tod's s'est plaint d'avoir subi deux ans de retard dans la restauration du Colisée qu'il finance parce qu'un petit industriel avait contesté l'adjudication du chantier qu'il finance (20 millions). ■



Matteo Renzi vuole scuotere il mammut della pubblica amministrazione